



HAL
open science

Apprivoiser l'argent : La construction des ordres de la valeur

Armand Hatchuel

► **To cite this version:**

Armand Hatchuel. Apprivoiser l'argent : La construction des ordres de la valeur. Comment apprivoiser l'argent aujourd'hui, 2016. hal-01461299

HAL Id: hal-01461299

<https://minesparis-psl.hal.science/hal-01461299>

Submitted on 8 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Apprivoiser l'argent :

La construction des ordres de la valeur

Armand Hatchuel

MinesParistech-PSL Research University, CGS, I3, UMR 9217

Chapitre de l'ouvrage : "Comment apprivoiser l'argent aujourd'hui ? » Ss. la dir. Jean-Baptiste de Foucauld, Colloque de Cerisy, Hermann 2016

MONEY, n. A blessing that is of no advantage to us excepting when we part with it. An evidence of culture and a passport to polite society. Supportable property.

Ambrose Bierce, *The devil's dictionary*.

L'argent reste classiquement décrit comme un phénomène dont le bon fonctionnement relèverait du savoir économique. Cette idée a été contestée depuis longtemps et on dispose d'approches anthropologiques, psychologiques, sociales et morales de l'Argent. Mais la multiplication des points de vues a favorisé une vision trop fragmentée et sans perspective historique qui a préparé la grande crise financière de 2008. Il y a donc toutes les raisons de penser que de telles crises seront de plus en plus violentes sans un effort sans précédent pour construire une culture partagée, à la fois savante et politique, de l'argent.

Dans cet article, nous soutiendrons la thèse que l'on peut avancer dans cette direction en concevant l'argent comme une « technique de l'action collective ». Cette approche échappe aux discours essentialistes et dogmatiques sur l'argent. Elle permet de revenir à la genèse de la monnaie et à l'histoire de ses conceptions et reconceptions ; à celle de ses usages et de ses détournements. On peut alors mettre en lumière, *les savoirs* et les *ordres sociaux* que l'argent, comme technique de gestion, nécessite et révèle.

Cette approche permet d'opposer à une dogmatique économique de l'Argent, que l'on peut dire *sauvage*, une histoire de ses *apprivoisements* successifs. Il ne s'agit pas d'une histoire des formes de l'argent mais des *ordres de la valeur* qui permettent de domestiquer l'argent, de le rendre compatible, à chaque époque, avec la vie commune souhaitée. Aujourd'hui, après la crise

financière de 2008, l'un des apprivoisements majeurs à conduire porte moins sur la finance elle-même, que sur une redéfinition de la mission et de la valeur des entreprises.

I. Préalables.

Du phénomène économique et de son étude « sauvage »

On s'accorde aujourd'hui à ne plus confondre le phénomène économique et la discipline éponyme. Cela indique clairement que le savoir économique *stricto sensu* est insuffisant pour éclairer les phénomènes économiques ; ou encore, qu'il n'y a pas de phénomène économique que l'on pourrait isoler du reste de la réalité humaine et qui obéirait à des lois spécifiquement « économiques » et à elles seules. Il y a, certes, des règles, des techniques ou des instruments - notamment l'argent et les monnaies- que l'on peut appeler, par convention, « économiques ». Mais l'étude de leurs fondements ou de leurs effets ne sauraient relever du seul savoir économique.

On peut donc qualifier de « *sauvage* », au sens naturaliste de ce terme, des démarches qui isolent dogmatiquement un phénomène économique pour en fixer les règles *indépendamment* des autres composants de la vie et de l'action collective. A ce régime sauvage on peut opposer, en écho au titre de ce colloque, *un régime d'« apprivoisement »* qui rejette cet isolement forcé et relie ce phénomène à d'autres règles qui forgent l'action collective.

Par régime d'apprivoisement nous désignons une notion différente de celle de « régulation » telle qu'elle a été forgée dans la tradition économique. Depuis Adam Smith, les tenants du libéralisme défendent, au nom de l'efficacité économique, une politique de « laisser faire » à laquelle s'opposent leurs adversaires qui insistent sur les règles qui, au nom du bien commun, doivent encadrer les acteurs économiques. Mais, il est bien connu que cette querelle passe totalement sous silence les conditions d'existence de l'argent. Or, l'argent intervient *autant* pour favoriser la liberté des échanges que pour la limiter ! La question de l'apprivoisement de l'argent ne se ramène donc pas une dialectique de la règle et du marché. Personne ne demande la liberté de créer de l'argent par lui-même (en dehors des faux-monnayeurs...). Car l'argent n'est rien d'autre qu'un ensemble de règles et de prescriptions. La question que pose l'argent est donc ailleurs : il s'agit de la construction de *la valeur commune* qui est une condition même de l'existence et de la circulation de richesses.

L'argent : une technique de gestion de l'action collective

Cette question taraudait déjà les définitions classiques de l'argent : « l'argent » comme bien marchand, comme unité de compte ou comme étalon de valeur. En enfermant l'argent dans la phénoménologie propre au savoir économique, elles conduisaient ainsi à des contradictions et à des circularités mille fois décrites : si l'argent est un bien marchand comme un autre, alors tout est monnaie ; si l'argent est une unité de compte, alors sa valeur ne devrait pas fluctuer comme

celle des autres biens ; si l'argent est un étalon de valeur alors pourquoi serait-il universel ? Elles passaient aussi sous silence, de multiples fonctions de l'argent : par exemple : l'argent comme symbole de la réussite, l'argent comme puissance d'agir et l'argent comme espace de responsabilité.

Il y a eu de nombreuses tentatives pour échapper à ces apories. Celle de Georg Simmel dans sa « philosophie de l'argent » (1900) est certainement l'une des plus marquantes. On y trouve déjà le souci de se placer hors du savoir économique. Simmel, réfléchit en sociologue et cherche les rapports sociaux universels dont l'argent est à la fois la conséquence ou la cause. Son approche ne peut être sous-estimée. Mais plus d'un siècle après, nous adoptons un regard plus historique et plus relativiste sur les phénomènes collectifs. Nous avons pris une conscience accrue du rôle des techniques et des savoirs dans la construction des catégories sociales et politiques. Nous sommes mieux armés pour étudier les techniques de gestion et d'organisation qui visent précisément à rendre possible l'action collective en lui donnant à la fois *des moyens d'intervention et des moyens de jugement*.

Cet héritage invite à penser « l'argent » de façon beaucoup plus ouverte, au sein d'une histoire plus large, toujours en devenir, qui est celle des *techniques d'organisation et de gestion de l'activité humaine*. Cette formulation renvoie à des recherches qui se sont fortement développées dans les dernières décennies. Au sein des sciences de gestion, mais aussi au sein de l'histoire et de la philosophie des techniques. Ces travaux ont montré que les techniques d'organisation et de gestion sont nécessairement plurifonctionnelles. Ils insistent aussi sur la genèse de nouveaux usages et de nouvelles fonctions qui accompagne l'appropriation et la mutation de ces techniques. Ils ont montré aussi que leur impact est inséparable du *milieu associé* dans lequel elles se déploient ; et qu'elles connaissent des transformations historiques qui sont autant de processus de conception/reconception, d'apprentissage et d'innovation. L'argent n'est donc ni la richesse, ni la valeur mais il est *un principe technique général* de leur visibilisation et de leur socialisation. Un principe qui ne peut exister par lui-même, sauf de façon sauvage, et dont la *concrétisation* inventive et créatrice constitue la richesse, elle-même.

Penser l'argent comme technique de l'action collective implique qu'il y a une histoire de l'argent comme il y a une histoire de l'habitat. Et comme pour l'habitat, il y a en matière d'argent des conceptions sauvages et destructrices autant que des apprivoisements, c'est-à-dire des conceptions qui permettent de vivre « en familiarité », en « bonne compagnie » avec l'argent, et qui nous aident à donner à l'argent, les formes qui sont les plus compatibles avec la vie souhaitable des sociétés humaines.

A contrario, en posant des définitions monofonctionnelles de l'argent, indépendantes du milieu d'accueil et anhistoriques, le savoir économique s'est enfermé dans une conception essentialiste et dogmatique de l'argent. Il est alors aveugle aux transformations techniques de l'argent, autant qu'à l'invention des dispositifs cognitifs et sociaux qui lui sont indispensables. La domination et la dissémination d'une conception purement économiques de l'argent ne pouvait qu'engendrer des dérives comportementales majeures.

L'histoire des apprivoisements de l'argent, on va le voir, confirme notre approche. Dans la suite de cet article, nous allons d'abord revenir à la genèse mythique de l'argent. Nous évoquerons ensuite des inventions antiques et médiévales qui ont été autant d'apprivoisements majeurs de l'argent. Tous les peuples ayant adopté des monnaies, ces apprivoisements ont contribué à l'expansion si marquante des richesses dans l'histoire occidentale.

II. De la genèse de l'argent : la circulation des parures sacrées

Pour étudier les conditions d'existence de l'argent, il est utile de se placer au moment où celles-ci sont encore visibles et suffisamment exprimées, même si l'argent n'a pas encore la forme que nous lui connaissons. C'est sur ce point précis qu'une étude de l'helléniste Louis Gernet apporte un éclairage d'une grande portée. Dans un texte intitulé «La notion mythique de la valeur en Grèce », Gernet se place avant la naissance des monnaies. Il souligne l'existence de plusieurs récits mythiques mettant en avant des objets particuliers à qui l'on assigne une grande valeur et qui circule entre des détenteurs successifs. Ces objets sont associés aux épopées des dieux ou de demi-dieux (Hercule, Jason, ..) ; ou ont été offerts en trophée à des héros olympiques. Gernet indique que cette famille d'objets étaient appelés *agalmata* qui vient d'un verbe signifiant honorer, parer. On peut donc voir ces objets comme des *parures* sacrées - et célèbres - qui n'ont pas de valeur pour elles-mêmes, mais parce qu'elles confèrent à celui qui les détient, qui les transmet ou qui les reçoit une valeur attestée par le mythe. Gernet ne prétend pas que le passage de ces parures sacrées à nos pièces de monnaie s'est fait sans solution de continuité. Il voit en revanche dans cette structure de la valeur circulante une double matrice - mythique et sociale - à partir de laquelle la genèse des monnaies communes devenait possible. Ici, le récit mythique (et sa circulation) résout l'énigme la plus difficile : il explique les conditions cognitives et relationnelles d'une forme de valeur conçue *indépendamment* de l'objet lui-même.

Le passage des parures sacrées à une pièce de monnaie ou à un tout autre support de l'argent, ne peut donc se faire que si le nouveau régime de circulation obéit aux deux conditions indissociables suivantes :

- *Conditions relationnelles* : Il reste relatif à des *communautés partageant des valeurs, des récits, des engagements réciproques*, donc une éthique commune de la responsabilité
- *Conditions cognitives* : Il est inséparable d'apprentissages en commun et de processus d'éducation (mythes, savoirs, pratiques) permettant de connaître et de reconnaître à la fois ces objets, les récits qui les concernent, et les communautés qui conservent ces récits.

L'analyse de Gernet conduit, en outre, à plusieurs conséquences importantes :

- il serait absurde de penser que l'argent naît d'abord à l'état sauvage avant d'être ensuite « apprivoisé » ! La circulation des parures sacrées exigeait déjà un long processus d'acculturation et de socialisation. Et c'est sur cet acquis initial que les techniques monétaires pouvaient par la

suite émerger par le truchement d'une série d'innovations matérielles (techniques des métaux) et sociales (droit, apprentissages, autorités,...).

- La dérive sauvage de l'argent *ne réside pas dans son universalité formelle* ou dans son abstraction. Elle découle de l'oubli ou du déni des relations et des savoirs, partagés, *qui fondent l'ordre de la valeur* et permet sa circulation. Les dérives sauvages de l'argent ne peuvent que s'amplifier dans des sociétés où savoirs et relations sont fragmentés et disloqués, où les ordres de la valeur ont peu de recouvrement et s'éloignent les uns des autres.

- Enfin, on comprend les dangers d'un savoir économique qui postule l'isolement du phénomène économique et dissocie l'efficacité économique de la définition du bien commun. La crise financière dite des « subprimes » qui éclate en 2008, en apporte la plus éclatante et la plus douloureuse des démonstrations. Un petit nombre de grandes banques a mis en circulation des dettes hypothécaires (prêts immobiliers) qui sont de facto des « monnaies financières ». Leur composition et leur évaluation ont été exclusivement construites par des experts financiers eux-mêmes ignorants du monde réel dans lequel ces dettes ont été contractées. Ces titres ont donc circulé au sein d'un monde clos sur lui-même, et ont été ensuite adoptés par de petits épargnants qui étaient spontanément enclins à penser que le système financier n'était pas isolé du monde réel. L'explosion de la bulle immobilière est venue démontrer tout le contraire.

Nous disposons maintenant d'un cadre théorique qui échappe à la fois à l'isolement du savoir économique ainsi qu'à tout essentialisme anthropologique ou psychologique. Il va nous permettre quelques incursions dans la longue histoire des apprivoisements de l'argent.

III. La longue histoire des apprivoisements de l'argent

Entre l'argent et la valeur, il y a donc aucun lien *naturel et permanent*. Ce lien est nécessairement le résultat d'un régime d'invention sociale et d'élaboration cognitive que nous pouvons interpréter comme un apprivoisement. Nous n'allons pas évoquer ici l'histoire des monnaies, des banques nationales ou des accords internationaux. Cette histoire peuplée déjà les ouvrages d'économie et vise trop souvent à conforter l'idée qu'il pourrait exister une théorie purement économique de l'argent. Les moments de l'histoire que nous avons retenus, sont, sauf à de très rares exceptions, absents des ouvrages d'économie. Ils témoignent des efforts pour construire un ordre partagé et novateur de la valeur, au nom duquel l'argent puisse être domestiqué.

L'argent et la richesse : les leçons de l'antiquité

Avec l'extension des monnaies et la fragmentation des sociétés antiques, l'accumulation d'argent tend à symboliser la richesse d'une personne ou d'une Cité, de même que le bon gouvernement des hommes et des choses. Le danger de ces confusions est déjà bien décrit par des penseurs Grecs et Romains. Cette prise de conscience a suscité notamment deux grandes élaborations théoriques, l'une grecque, l'autre romaine, qui vont marquer durablement l'histoire des apprivoisements de l'argent en Occident.

Xénophon et le nouvel oikos productif

Le premier moment est connu. Il s'agit de l'ouvrage de Xenophon, *Oikonomikos*, qui date du 4^e siècle avant notre ère. Stratège militaire, Homme politique, philosophe socratique, Xénophon veut éclairer le propriétaire d'un domaine terrien (*Oikos*) sur les sources véritables de la richesse. Il s'agit de lutter contre l'idée que la vraie richesse d'un propriétaire réside dans son titre de propriété, parce qu'il peut le transformer en argent. L'ouvrage oppose à cette conception, la création de richesses qui viendrait d'une bonne administration (*nomos*) de toutes les activités productives du domaine. Il compare cet *art productif* à celui de l'architecte (*Oikosdomos*) et rapproche, par analogie, la possession d'un domaine terrien de la possession d'une flûte. Pour celui qui ne sait pas se servir de l'instrument, la seule richesse accessible viendra de sa vente. Mais pour celui qui sait en jouer, la flûte est une source infinie de richesses de toutes sortes. Xénophon insiste ainsi sur le développement des savoir-faire nécessaires à cette bonne administration ; il appelle au respect des temps nécessaires à l'agriculture et à l'élevage. Il recommande *le bon agencement des rapports humains* au sein du domaine (hommes-femmes, maitres-esclaves).

On peut lire Xénophon comme un effort pour légitimer les propriétaires terriens les plus productifs face à une aristocratie latifundiaire qui ne vivait que des tributs de la guerre ou de la spéculation commerciale. Mais son effort invente aussi un nouvel ordre de la valeur dans lequel se reconnaîtront agriculteurs, artisans et bâtisseurs. Il instaure une conception de l'argent et de sa circulation qui n'est pas séparée du développement des savoirs et de l'engagement productif. Elle requiert donc une reconnaissance partagée des richesses produites et de jugements éclairés sur les arts, les métiers et les talents. Ce nouvel ordre est impossible sans des solidarités de métiers ou sans consentir d'importants efforts d'apprentissage. Il légitime les corporations d'artisans et une police du commerce qui n'allait pas manquer de se développer par la suite, notamment à Rome.

De même ne faut-il pas voir, chez Xénophon, une préfiguration de la notion économique moderne *d'investissement*. Car cette notion est exclusivement définie par des flux monétaires distribués dans le temps. Elle ne fait aucune distinction technique entre un investissement financier (un prêt à intérêt) et l'effort de développement d'une nouvelle activité. On peut même penser, que Xénophon voulait déjà nous prévenir contre une telle dérive. Car son message est inverse : pour que l'argent aille à la création véritable de richesses, il faut d'abord s'intéresser aux richesses elles-mêmes et à toutes les conditions de leur production.

La naissance de la « bonne gestion »

Le second apprivoisement de l'argent que nous avons retenu est romain. Des travaux très récents nous ont permis de mieux comprendre comment s'est formé à Rome une conception nouvelle de l'action publique : *la bonne gestion* (*bene Gesta*) dont l'héritage nous est parvenu passablement déformé et dans l'ignorance de ses origines. Nous savons aujourd'hui que cette conception naît au premier siècle avant notre ère et qu'avec l'Empire, elle diffuse largement en s'imposant à toute charge publique, militaire ou civile. Cette bonne gestion se définit d'abord par la lutte

contre la corruption et par l'élaboration d'un régime de valeur *propre à l'agir politique*. Celui-ci se développe autour de trois grands critères qui ne peuvent se substituer l'un à l'autre : l'efficacité de l'action, la justice et la bienveillance. Ces travaux montrent que l'on y retrouve des éléments de l'agir aristocratique romain, mais ceux-ci doivent être complétés par le respect du droit et de l'équité, ainsi que par un humanisme exigeant qui rappelle que le dirigeant public est au service du bien de tous.

Dans les royaumes anciens, des codes et des rituels régissaient l'action du monarque. Des dons importants lui étaient destinés sans qu'il s'agisse de corruption. L'invention Romaine fonde un ordre républicain du pouvoir qui exige *un rapport différent à l'argent et au peuple*. Dans ce nouvel ordre, l'argent de la corruption brise l'égalité des citoyens, crée le déni du droit et impose une totale absence de bienveillance pour tous ceux qui ne payent pas. En revanche, un empereur romain peut s'enrichir en faisant de bonnes affaires et offrir sur ses deniers des services aux citoyens. Cette *bene gesta* doit être connue, partagée, enseignée ; elle invite à bien rémunérer les administrateurs pour diminuer la tentation. Elle suppose enfin une vie publique relativement visible, mise en récit, documentée. La « bonne gestion », on l'avait oublié, a été pensée comme la valeur première de l'ordre républicain. Elle s'opposait à l'argent sauvage qui faisait et défaisait les magistrats. Elle étend la doctrine productive de Xénophon à l'Oikos public. Elle stimule le développement des techniques du droit et de l'administration. Elle y ajoute cette « bienveillance » qui impose au dirigeant de montrer l'affection qu'il porte à ses semblables, y compris en prélevant généreusement dans sa propre cassette.

Comme toute technique de l'action collective, l'invention de la monnaie - n'avait aucune trajectoire prédéterminée. Sauf à supposer un ordre de la valeur déjà partagé et immuable. Son histoire est toujours confrontée à l'inconnu. Face à cette indétermination, la pensée antique nous avait prévenu : si l'on veut bénéficier des vertus d'une monnaie abstraite et universelle, alors il faut développer impérativement les conditions *d'un ordre productif et d'une bonne gestion*. Sans ces deux apprivoisements, l'ordre sauvage de la monnaie prépare l'appauvrissement, la corruption et la disparition de l'ordre politique.

Les apprivoisements médiévaux : tenue des comptes et garantie

On doit aux historiens du 20^e siècle de nous avoir montré que le Moyen-Age fut marqué par un essor remarquable du commerce mondial, par le développement d'un artisanat de qualité, par le renouveau universitaire et par de nombreuses inventions techniques et financières. Une telle vitalité ne pouvait provenir d'une conception sauvage de l'argent et cette période fut en effet particulièrement inventive dans ses façons de l'apprivoiser.

Rappelons, en se limitant à l'Occident, que l'on y développe notamment : les guildes marchandes, le droit et la police des marchés, les foires, le changeur, la lettre de change, la garantie, la lutte contre la contrefaçon, la tenue des livres, la comptabilité en partie double... Nous évoquerons brièvement deux de ces apprivoisements qui ont commun de nous montrer qu'il ne s'agit pas de régulations apportés à un marché trop défailant comme le pense la doxa

économique contemporaine. Il s'agit, comme attendu, d'inventer des savoirs et des rapports sociaux qui règlent la correspondance entre l'argent et la valeur.

La tenue des comptes : argent blanc, argent noir

Le premier exemple que nous rappellerons est le dispositif technique et public de la tenue *des livres de compte*. Dès le 12^e siècle, on voit se diffuser dans les cités commerçantes d'Italie ou du Nord de l'Europe, une organisation systématique, et parfois sous contrôle public, des livres et des règles d'« écriture » des opérations de commerce. Ils visent à mémoriser et attester des engagements et des actes des marchands (au moins pour les plus importants). Commandes, ventes, livraisons, paiements, avoirs, factures ainsi que toutes les opérations susceptibles de créer des engagements ou de prouver leur réalisation, devaient avoir une trace écrite dans un document prévu à cet effet. On pouvait ensuite les opposer à toute réclamation ou les présenter comme preuve à la police du commerce. On mesure mal aujourd'hui ce qu'a pu être à l'époque, à l'échelle d'une cité ou d'un état, l'effort de mise en place d'un tel appareil de documentation, de surveillance et de règlement des litiges. Il a fallu recourir à une élite lettrée (souvent de gens d'église) qui est venu s'adjoindre aux marchands ou former ces derniers à un tel exercice. On a dû aussi codifier les écritures pour qu'elles soient aisément lisibles et compréhensibles.

Avec un tel effort collectif, l'argent a changé de mode d'existence et son universalité a été repensée. Au tas de pièces interchangeables, qui peut circuler de main en main, dans l'anonymat de celui qui reçoit ou qui donne, on a voulu substituer *un argent muni de documents d'identité*. Un argent qui doit pouvoir dire – preuves à l'appui- *pourquoi* et *au nom de qui* il a circulé. Ce nouvel argent - on le dira « blanc » - n'a donc de valeur que si les documents fournis attestent que le droit a été respecté et que des richesses vérifiables ont été associées ou créées par sa circulation. Quant à l'autre argent, qui ne peut exhiber d'un tel appareil documentaire, il est devenu « noir », condamné à organiser son invisibilité ou à se « blanchir » à l'aide de faux documents de compte.

La construction des livres de comptes et de l'ensemble des documents du commerce prouve de facto que *la valeur de l'argent n'est pas un phénomène économique*. Les opérations de construction de ce nouvel argent « blanc » ne portent ni sur les prix, ni sur le rapport entre offre et demande. Elles réinventent la circulation de l'argent à partir du régime des valeurs de la société. *Il ne s'agit donc en rien de l'efficacité économique de la transaction*. Mais de s'assurer que l'argent en circulant ne détruit pas l'ordre social légitime. L'argent « noir » circule lui aussi, mais sans lien à la valeur commune : il est revenu à l'état sauvage.

L'invention et la généralisation de la tenue des comptes ont plus contribué au développement du commerce que l'appât du gain. Car qui accepterait une vente, même avec un très gros profit, s'il sait qu'il ne sera pas payé ? Pour qu'un commerçant ait pour seul souci la hauteur de ses gains, il faut beaucoup plus qu'une monnaie abstraite et universelle. Il faut avoir construit des savoirs, des normes, et des rapports communs qui permettent d'oublier l'argent. L'ordre de la valeur, la vraie richesse, ne réside pas dans l'argent mais dans tout le reste.

La Garantie et la vérité des choses : argent aveugle, argent éclairé

Nous devons aussi au Moyen-Age, un autre apprivoisement : *la lutte contre l'escroquerie et la contrefaçon*. L'exemple le plus emblématique est celui des objets d'orfèvrerie dont la fabrication utilise des métaux précieux. Chacun peut reconnaître la qualité d'une pomme ou d'un poisson sur l'étal du marchand, mais il n'en va pas de même pour la quantité d'or que contient un objet précieux. L'argent est ici aveugle, du fait de l'ignorance de son détenteur. Il a donc suffi de quelques escroqueries pour que la corporation des orfèvres sente sa probité mise en cause. D'autant que le Roi, qui lui accorde le privilège d'exercice, avait aussi été saisi par des plaignants. Cette crise illustre très simplement la distinction entre valeur et monnaie. On peut être très riche, comme la plupart des clients des orfèvres, mais ne pas pouvoir être assuré de la valeur de ce que l'on achète.

Pour répondre à cette crise, un office public « de la garantie » fut créé par le Roi. Il offrait à chaque acheteur la possibilité de connaître la composition véritable de son achat. Un tel service n'était pas gratuit et exigeait un personnel rompu à la mesure (chimique) des titres des métaux. Mais par sa seule existence, il disait à nouveau que la valeur (et la vérité) des choses ne relève pas du commerce et de la monnaie. Certes, une fois la composition en or connue, le prix de l'objet peut fluctuer en fonction de l'offre et de la demande. Mais cette fluctuation est seconde dans la construction de la valeur : il faut d'abord établir qu'il s'agit d'or et dans quelle proportion. L'office de la Garantie contribua à l'éducation collective, à mieux faire connaître les procédés de reconnaissance, et les différentes marques (poinçons) de garantie, donc à fonder un ordre de l'argent *éclairé*. Mais il coûtait cher aux clients. On lui substitua progressivement un engagement collectif de tous les orfèvres qui furent autorisés à marquer eux-mêmes leurs objets, et à fournir des certificats d'authenticité opposables en cas de tromperie.

IV. Le grand apprivoisement moderne : la naissance de l'entreprise

De l'époque médiévale à la révolution industrielle, il y a une longue histoire que nous ne pouvons évoquer ici. On sait qu'elle montre aussi une expansion, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, des capacités productives, des sciences, et des échanges commerciaux. Notre thèse peut être à nouveau mise à l'épreuve. Cette expansion a été rendu possible par les apprivoisements de l'antiquité et des périodes précédents la révolution industrielle. Elle a aussi connu de nouvelles formes d'argent dont la dérive sauvage était indéniable. La plus connue est certainement l'expansion au 19^e siècle des *sociétés anonymes*, désormais libres d'émettre des « actions » à responsabilité limitée : donc des titres de propriété sur le capital des sociétés, donnant aux détenteurs un droit de contrôle et de prélèvement sur les bénéfices. Ce dispositif voulait orienter l'épargne privée vers de nouvelles sociétés dont on attendait une activité productive et rentable.

Comment qualifier la valeur de ces actions ? A quoi pouvait-on reconnaître que les créateurs de ces sociétés avaient un bon projet et une ferme intention de développement. Nous retrouvons la

question de Xénophon : la valeur d'une action résidait-elle simplement dans sa valeur de revente ? Ou dans la construction d'un ordre productif qui ferait bien plus qu'augmenter la valeur monétaire de l'action ? La question resta ouverte jusqu'à la fin du 19^e siècle. D'ailleurs, la création de sociétés « bidon », visant à spolier le grand public jalonne l'histoire du 19^e siècle. Au cours du 20^e siècle, un nouveau monde émerge. L'activité industrielle et la recherche scientifique connaissent une symbiose inédite. Le grand public découvre émerveillé, ces grandes compagnies qui inventent de nouvelles machines et de nouveaux procédés bouleversant peu à peu, les formes du travail et la vie quotidienne. Un nouvel ordre du travail et de la production se forme dans les faits et dans les représentations collectives. L'appartenance à ces grands collectifs est à la fois redoutée et souhaitée. Elle offre à chacun de nouveaux repères et un futur plein de perfectionnements et d'avancées.

Contrairement au patron du 19^e siècle qui passe facilement pour un exploitateur, la « grande entreprise moderne » veut incarner le progrès et l'intérêt général. Et même si l'on critique sévèrement les formes du travail les plus aliénantes ou les entraves à l'action syndicale, cette grande entreprise donne l'assurance d'une création de richesses, guidée par la science et répondant aux besoins authentiques du plus grand nombre. L'invention de l'entreprise moderne a donné à la société anonyme *l'ordre de la valeur qui lui manquait*. Cet amalgame s'est traduit dans les mots puisque l'on s'est mis à parler indifféremment de la société X ou de l'entreprise X. L'actionnaire des sociétés/entreprises modernes a donc pu acheter des actions parce qu'il savait que des dirigeants, des experts, des cadres motivés et diplômés, des ouvriers bien formés auraient à cœur de mettre leurs savoirs et leurs engagements au service d'une grande ambition qui rejoignait le bien commun. Il y a une part de mythe dans cette représentation de l'entreprise mais c'est ce grand récit qui a pu prévaloir du sommet de l'Etat aux bancs de l'Ecole.

La grande entreprise moderne (ainsi que la banque moderne) a constitué un apprivoisement majeur de l'argent au 20^e siècle. Grâce à elle, la circulation de l'argent se confondait avec l'enrichissement collectif. L'argent semblait atteindre son plus haut degré d'apprivoisement. Et c'est donc tout naturellement que s'arrimeront à l'entreprise les différents dispositifs de l'Etat providence qui se développent à la fin du 19^e siècle.

Aujourd'hui, ce grand apprivoisement a été profondément déstabilisé. La grande crise financière de 2008, a violemment sonné le tocsin : la grande entreprise mondialisée semble être devenue l'un des rouages les plus sophistiqués de l'argent sauvage.

V. Conclusion : des apprivoisements contemporains de l'argent

Retour sur l'erreur originelle

A suivre cette longue histoire des apprivoisements de l'argent, on mesure le fossé qui s'est creusé entre la pensée économique et la réalité de la création de valeurs et de richesses. On comprend

mieux le piège conceptuel qui se cachait dans l'idée d'un savoir économique isolé et séparé. Un savoir où le raisonnement économique enfermé dans ses seules catégories voudrait rendre compte de l'action créatrice humaine. Ce projet déconnecté des réalités de l'action collective humaine, ne pouvait que préparer et légitimer, des dérives de l'argent, qui ne sont que le miroir d'une théorie sauvage de l'argent. Il est vrai que la création de monnaies universelles et indépendantes des objets échangés semblait attester de l'existence d'un phénomène économique spécifique n'appartenant à aucun des ordres classiques de l'action. Mais c'était d'abord une erreur conceptuelle avant d'être la cause de tant de dérives destructrices.

Cette erreur, on l'a vu, est connue dès l'antiquité. Mais on y voit pendant des siècles, un trait psychologique propre à l'humain, l'irrépressible appât du gain ou une donnée anthropologique propre à certaines cultures. Il est vrai qu'il était difficile de donner une interprétation plus conceptuelle et donc plus opératoire de cette erreur sans des évolutions convergentes récentes dans l'étude des sociétés humaines :

- d'une part, l'émergence très récente de *sciences de l'action collective* (comme les sciences de gestion, les théories de la conception et de l'appropriation des techniques, les théories de l'intelligence collective, les sociologies des réseaux, etc..). Ces approches permettent d'échapper aux doctrines essentialistes, ou dogmatiques de l'action qui dominent notamment la pensée économique de l'argent. Elles éclairent les mécanismes de domestication, d'appivoisement, ainsi que les dérives « sauvages » inhérentes aux techniques de l'action collective.

- d'autre part, les progrès de l'histoire qui permettent de retrouver les inventions pratiques et conceptuelles qui ont permis, à une période donnée, de maintenir autant que possible le lien entre argent et valeur.

Appivoiser l'argent, c'est d'abord corriger cette erreur originelle. L'abstraction et l'universalisation de la monnaie, la construction d'un savoir économique isolé, ne devraient plus masquer une compréhension rigoureuse de l'action collective, qui est la seule source de la création de richesses. C'est aussi une nécessité impérieuse si l'on veut penser les appivoisements de l'argent contemporains, car la tâche est d'une ampleur peu commune.

Refonder l'entreprise : un grand appivoisement à construire

En 2008, avec le déclenchement de la « crise financière », tout semblait indiquer que la finance était devenue « sauvage », sinon « folle », et qu'il fallait appivoiser cette dernière. Mais ce raisonnement allait se briser sur le même piège conceptuel. On a voulu distinguer entre finance productive et finance spéculative comme si cette distinction pouvait découler de la théorie économique ou de la théorie financière elle-même ! C'était confondre à nouveau argent et valeur. Car ce qui rend la finance « folle », ce n'est pas la finance elle-même qui n'est rien d'autre qu'une théorie et une technologie de la vente et de l'achat d'argent sous toutes ses formes. La crise tient, comme toujours, à la perte des ordres productifs et des ordres marchands de la valeur, crise qui avait pris des dimensions inédites dans le monde contemporain.

Il fallait donc reprendre, comme Sisyphe, à nouveaux frais, le questionnement de Xénophon et l'adresser aux deux grands oikos contemporains, *ceux-là mêmes où s'exerce l'activité financière* : les grandes banques et les grandes entreprises. Quel est la mission des banques, où se trouve leur création de richesses ? Quel est la mission des entreprises ? Où réside leur création de richesses ?

Or, la crise financière a révélé que les banques ne se comportaient plus comme des « banques ». Elles devaient en principe réduire les incertitudes liées aux flux monétaires, elles ont au contraire accru celles-ci en recherchant aveuglément les profits les plus élevés. Quant aux grandes entreprises, elles ont elles aussi adopté des logiques similaires, sous la pression d'actionnaires qui ne perçoivent l'entreprise que comme une promesse de rendement financier. Il en est résulté une série de comportements aussi sauvages qu'inédits, aujourd'hui bien démontrés et largement médiatisés (optimisation fiscale, rachat d'actions, rémunération excessive des dirigeants liée à la valeur de l'action, baisse des investissements de recherche et d'innovation.) . Comportements d'autant plus dangereux qu'il s'agit de géants mondiaux dont un petit nombre peuvent déterminer à eux seuls le cours global de l'histoire. En étudiant les dérives des banques et des grandes entreprises, on comprend que pour lutter contre la finance sauvage il faut réapprivoiser ces grands acteurs eux-mêmes !

A vrai dire, grandes banques et grandes entreprises sont d'une naissance récente, à peine plus de 150 ans. C'est une période courte, à l'échelle de l'histoire, et pourtant elle a vu la formation d'entités collectives dont la puissance dépasse celle de la plupart des Etats. Mais nous savons aussi que sur cette même période, se sont bâtis, des systèmes éducatifs ainsi que des systèmes de retraite et de sécurité sociale inédits. Enfin depuis, un demi-siècle, il nous faut affronter des ressources planétaires limitées, un danger climatique majeur ainsi que des tensions et des violences majeures dans de nombreux états.

Nous devons convenir que dans le monde contemporain, la création de richesses et donc les fondements de la valeur sont différents de ce qu'ils pouvaient être en 1880, quand les grands cadres légaux et institutionnels de la banque, de l'entreprise, et de l'entraide sociale ont été fondés. Peut-on encore accepter que la définition légale d'une entreprise mondiale soit celle de la société anonyme dont l'objectif unique est de partager des pertes et des bénéfices ? Peut-on considérer qu'une grande banque puisse être une société anonyme alors que sa défaillance entraînerait un gouvernement dans sa chute, ou imposerait un sauvetage au frais du contribuable ? Nous devons prendre acte que se sont créées de nouvelles « entités » dont nous ne savons plus ce qui les relie au bien commun, territorial, national ou international. Il est devenu difficile de dire « what is good for general motors is good for America »! Et l'on peut reprendre la même formule pour les grands acteurs financiers. Cette crise de la mission des grandes entreprises et des banques est bien *une crise de leur valeur*. Dans un tel système, on peut simplement s'attendre à des crises de plus en plus violentes.

L'entreprise à mission : pour une société à objet social étendu

Si l'on suit cette analyse, alors on doit rechercher des alternatives au cadre actuel de la société anonyme. C'est ce que nous avons entrepris en proposant la création d'un statut de société à objet social étendu. L'idée essentielle tient à la nécessaire extension des ordres de la valeur. On doit affirmer et instituer l'idée qu'une entreprise peut poursuivre des objectifs d'intérêt général ou des objectifs *communs à tous les acteurs qu'elle mobilise ou qu'elle affecte par son action*. Cette proposition étend le cadre de mission légitime pour l'entreprise. C'est aussi reconnaître que la richesse créée par l'entreprise est toujours en liaison avec l'action des Etats, des pouvoirs locaux, ou des multiples acteurs qui se transforment avec elles. En reconnaissant cette genèse collective de la valeur, on s'oppose clairement à la conception traditionnelle qui réduit l'entreprise à un acteur isolé exclusivement attentif aux résultats financiers de ses actionnaires.

Cette voie n'est certainement pas la seule envisageable pour résoudre les crises contemporaines de l'argent. Mais elle indique qu'on ne pourra pas sortir du cycle destructeur de la finance sans repenser les grands collectifs qui déterminent les régimes productifs. Ainsi, on ne compte plus les appels de toutes parts à privilégier l'investissement de long terme ? Mais rien dans la logique sauvage de l'argent ne pousse à attendre ou à patienter. Il n'y a pas d'investissement de long terme, conçu comme tel, qui serait déjà prêt et attendrait de rejoindre les entreprises ! Comme nous l'avions appris avec les études de Louis Gernet, le processus est inverse. Par leur ancrage dans la vie commune, par la force de leurs projets, par la cohésion de leurs corps social et par leurs efforts continus d'innovation, ce sont les entreprises qui peuvent produire *un récit où le « long terme » s'incarne et se partage*. Un récit qui en désignant l'ordre de la valeur attire l'investissement patient.

En exergue de cet article, on trouve la définition de l'argent que donne Ambrose Bierce, dans son dictionnaire du Diable : *Money, n. A blessing that is of no advantage to us excepting when we part with it. An evidence of culture and a passport to polite society. Supportable property*. On pourra la juger franchement cynique. On sera plus proche de l'esprit bien connu de l'auteur, en y voyant un double trait d'humour et de lucidité. Après tout, il nous rappelle avec brio que l'argent sauvage ne fait que refléter l'état général des savoirs et des relations dans une société.